



Manoeuvres pour baisser la prime... ... et précarité en hausse.

La direction veut reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre !

Le mécontentement est important au sujet de la prime d'intéressement que la direction a annoncé il y a un mois en forte baisse. On a tous compris qu'elle a l'intention de reprendre d'une main ce qu'elle a donné de l'autre en juillet dernier.

Depuis un mois, la direction a supprimé les communications hebdomadaires au sujet du montant prévisionnel de la prime. Elle espère peut-être que cela va faire tomber le mécontentement ? Elle se trompe.

On a tous besoin d'argent. On ne vient pas à l'usine pour le plaisir. Il serait nécessaire que les salaires soient fortement augmentés, mais à défaut nous n'avons aucune raison d'accepter une prime à la baisse. Au contraire, on a besoin du maximum, et pour tous, CDI, intérimaires ou contrat pro !

Et ce n'est pas l'argent qui manque du côté de Toyota.

A travail égal, salaires et droits égaux !

Depuis peu, la direction fait travailler sur les lignes des ouvriers qu'elle ne paie même plus ! Certains d'entre eux qui n'avaient pas droit aux allocations chômage sont payés 300 euros par mois par le Conseil régional et rien de plus ! Celles et ceux qui touchaient une indemnité chômage, de 700 ou 900 euros par mois, pour continuer de la percevoir... doivent travailler à l'usine, sans que Toyota débourse un seul euro. Toyota appelle cela le retour à l'emploi... sauf qu'il manque le salaire qui va avec !

En plus, nous sommes plus de 700 intérimaires dans l'usine, plus de 200 en contrat pro... et il ne faut pas oublier celles et ceux qui travaillent en sous-traitance, où quand on est intérimaire, c'est avec des contrats à la journée, prévenus à 19h pour commencer le lendemain à 5h30, ou à midi pour commencer le jour même à 14h !

Et même quand on a un CDI dans cette usine, la direction s'est débrouillée pour rendre les heures supplémentaires, les samedis matins et les dimanches de nuit légalement obligatoires. Et elle se débrouille aussi pour virer un salarié en CDI presque aussi facilement qu'un salarié en intérim.

Pourtant, sans nous tous, intérimaires, contrats pro, sous-traitants, ou en CDI, l'usine ne tournerait pas. C'est nous, quel que soit le statut, qui fabriquons les énormes bénéfices de Toyota.

Nous sommes donc tous en droit de revendiquer notre dû : augmentation des salaires, à travail égal salaire égal, un CDI pour tous.

Pour contacter la CGT :

Eric PECQUEUR 06 29 36 87 40 (Ass. Eq. Bleue)
Bruno LECLERCQ 06 18 44 91 11 (Ass. Eq. Jaune)
J. Christophe BAILLEUL 06 20 62 50 83 (Presses Eq. Bleue)
Daniel RAQUET 06 03 40 05 48 (Ass. Eq. Bleue)
Catherine ZAKRZEWSKI 06 88 23 11 73 (Ass. Eq verte)

Ainsi que tous les militants de la CGT connus dans les ateliers

Edith WEISSHAUPT 06 68 36 14 71 (Peinture Eq. Bleue)
Guillaume VASSEUR 06 73 35 84 14 (Ass. Eq. Bleue)
Bruno GODULA 06 37 80 03 21 (Log. Eq. Verte)
Sylvain NIGUET 06 77 26 47 05 (Peinture Eq Jaune)

ou par mail : cgt.toyota@live.fr



La CGT Toyota Onnaing

Et notre site : www.cgtoyota.fr

Contre les attaques anti-ouvrières de Macron et du patronat mardi 9 octobre, ripostons !

La CGT, FO, SUD ainsi que l'UNEF étudiante et l'UNL lycéenne ont fixé au mardi 9 octobre une journée interprofessionnelle de mobilisation et de grève.

Aujourd'hui, les attaques en préparation du gouvernement Macron contre le régime des retraites, les allocations familiales, les aides au logement, l'assurance chômage, le personnel des hôpitaux et des écoles, ont le même but que les précédentes : récupérer des milliards sur le dos des salariés, des retraités et des chômeurs pour les distribuer aux plus riches, actionnaires, grands patrons et banquiers.

Le 9 octobre, nous aurons l'occasion de dire qu'on n'est pas d'accord de se faire plumer : on n'est pas des pigeons !

Quand on n'est pas banquier, actionnaire, rentier, grand patron ou PDG, on a tous le même problème : avoir un salaire qui permette de vivre...

Les patrons et l'Etat tirent les salaires vers le bas, baissent ou suppriment des primes, utilisent les nouvelles lois pour imposer des heures supplémentaires sous payées ou pas payées du tout.

Tout augmente sauf les salaires et ce sont les patrons qui augmentent les prix. Ce sont les patrons d'Auchan, Carrefour ou LIDL qui augmentent les prix dans les magasins, ce sont les compagnies pétrolières qui augmentent le prix du pétrole. Ce sont aussi Renault, PSA ou Toyota qui augmentent le prix des voitures... Les assurances, les mutuelles, les taxes sur les carburants augmentent aussi.

Les profits explosent et les capitalistes n'ont jamais amassés autant de richesses. Les milliards coulent à flot.

Il faut augmenter fortement les salaires et les salaires doivent suivre automatiquement la hausse réelle des prix !

... Et pour avoir un salaire, il faut un travail !

Mais les patrons et l'Etat continuent de licencier, de supprimer des postes, dans les usines, les hôpitaux ou l'éducation nationale.

Aujourd'hui, plus de 6 millions de femmes et d'hommes sont privés d'emplois, alors que partout, les charges de travail, les cadences, le temps de travail augmente pour ceux qui ont un emploi.

Macron, comme avant lui Hollande et Sarkozy ne font rien contre le chômage.

Il n'y a qu'une solution pour supprimer le chômage : interdire les licenciements et obliger les patrons et l'Etat à embaucher massivement. Cela donnerait du travail et un salaire aux chômeurs, et permettrait de réduire le temps de travail de tout le monde sans baisser les salaires. Bien sûr, les profits des actionnaires devraient être réduits pour payer les emplois et les salaires.

MANIFESTATIONS le 9 octobre **à Valenciennes 10h Place d'Armes** **à Lille, 14h30 Porte de Paris.**

Saisissons cette occasion pour montrer notre opposition aux attaques patronales et gouvernementales. Sans les salariés, plus rien ne tourne. Notre force, c'est notre nombre et notre place dans la production !

Discutons entre nous et préparons-nous à riposter, à Toyota et partout ailleurs !

*La CGT Toyota appelle à la grève et aux débrayages pour pouvoir manifester le mardi 9 octobre
Cet appel à la grève et aux débrayages couvre la période du lundi 8 octobre 21h au mercredi 10 octobre 6h.*